

# Editorial

## 100 numéros de STATECO

Jean-Pierre Cling  
Blaise Leenhardt<sup>1</sup>

En **1972** paraît le premier numéro de STATECO, « bulletin de liaison des statisticiens et économistes exerçant leurs activités en Afrique », à l'initiative d'André Ficatier et de quelques statisticiens économistes de l'INSEE exerçant sur le continent. La périodicité est trimestrielle. La revue a beaucoup évolué depuis sa création et nous nous contenterons de mentionner ci-après les dates-clé de son histoire.

- A partir de **1976** (après une interruption d'un an de la publication), STATECO est repris par le Service de la Coopération de l'INSEE dont il devient le support officiel de communication, Yves Franchet en étant le premier rédacteur en chef. L'éditorial du premier numéro de la nouvelle formule (N°7, février 1976) rappelle les missions de la revue, à savoir « être un lien, donc faire part des travaux des uns et des autres, de leurs réflexions, de leur projet ». Dans le même ordre d'idées, il énonce le souhait que « STATECO continue d'être et soit de plus en plus un instrument de travail méthodologique et technique ». Cet éditorial se conclut par le souhait que STATECO puisse un jour être conçu et réalisé en Afrique même. C'est la « grande époque » de STATECO, qui de fait tient lieu de première revue méthodologique de l'INSEE et constitue un lieu de grande effervescence intellectuelle. La plupart des articles que nous citons par la suite ont d'ailleurs été publiés au cours de la décennie suivante. Au cours de ces années, STATECO diffuse les travaux du Groupe AMIRA<sup>2</sup> sur la statistique africaine. Mis en place par Gérard Winter (détaché de l'ORSTOM à l'INSEE, où il assure la fonction de Chef du Service de Coopération), ce groupe pluridisciplinaire rassemble des économistes, des statisticiens, des anthropologues et des sociologues ayant une expérience de l'Afrique. Il a pour objectif, selon les termes de son promoteur (cf. l'article de présentation dans ce même N°7 de 1976), de procéder à une analyse critique des méthodes employées pour les enquêtes, la planification et l'évaluation des projets et de proposer des pistes pour l'organisation et les méthodes de l'investigation socio-économique plus adaptées.
- En **1990** naît un jumeau en anglais, Inter-Stat, publié par EUROSTAT (Office européen de statistiques), DFID (la Coopération britannique) et l'INSEE. Tout en possédant sa propre politique éditoriale, Inter-Stat a aussi souvent repris des articles de STATECO, en leur assurant ainsi une large diffusion dans les pays anglophones. Inter-Stat a disparu en 2004.
- En **1996**, le numéro 85 affiche une nouvelle maquette. La revue adopte un format bi-colonne plus moderne, inspiré de la revue mensuelle Economie et Statistique de l'INSEE.

---

<sup>1</sup> Les auteurs remercient Michel Blanc, François Roubaud et Gérard Winter qui ont contribué par leurs remarques constructives à enrichir cet éditorial. Ils restent seuls responsables des opinions exprimées et des erreurs éventuelles.

<sup>2</sup> AMIRA pour « Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain ».

Mais l'évolution des modalités de la coopération technique de l'INSEE en Afrique tarit progressivement le vivier des auteurs potentiels d'articles. Ainsi, STATECO ne publie plus que deux numéros par an à partir du milieu des années 1990.

- En **2004**, après trois années d'interruption, STATECO paraît à nouveau, dans le cadre d'une co-édition entre l'INSEE, AFRISTAT et DIAL. Le souhait d'africanisation de la revue affirmé près de trente ans auparavant est ainsi au moins partiellement réalisé. L'éditorial du premier numéro de la nouvelle formule (N°98) affirme une volonté d'élargir le champ couvert à des travaux d'analyse économique quantitative sur les PED. Par la même occasion, STATECO se dote à l'image des revues scientifiques d'un comité de rédaction et d'un système de relecture des articles par des référents. Depuis cette date, la périodicité est devenue annuelle avec la parution de plusieurs dossiers spéciaux, dont le présent. L'intérêt suscité par cette nouvelle formule, dont témoignent à la fois les nouvelles demandes d'abonnement et l'afflux de propositions d'articles, nous a démontré l'utilité de l'effort que nous avons accompli pour la relance de STATECO.

Au cours des dernières décennies, STATECO a rempli sa mission avec humilité, en s'intéressant principalement à l'Afrique qui était le champ privilégié de la coopération menée par l'INSEE jusqu'aux années 1990. Pendant de nombreuses années, les agents de l'INSEE écrivaient souvent un article au retour d'une mission de coopération pour en tirer des enseignements qui dépassaient le plus souvent le cadre des PED. Les auteurs africains n'ont pas été absents : avec plus de cinquante références, un numéro sur deux comporte un article rédigé ou co-rédigé par un statisticien africain. STATECO a aussi été un lieu de débats à la fois méthodologiques mais aussi économiques avec la publication de notes de lecture, de commentaires sur les articles parus ainsi que la reprise d'articles ou de communications économiques d'économistes prestigieux (parmi lesquels figure Raul Prebisch sur le lien entre interdépendance et développement), ou l'organisation de séminaires internationaux de réflexion sur des problèmes statistiques majeurs de l'économie du développement comme l'informel où la lancinante inadéquation entre production et demande de statistiques<sup>3</sup>.

Parcourir les numéros parus depuis l'origine revient à revenir sur trois décennies de coopération économique et statistique de la France avec l'Afrique, avec ses espoirs, ses succès...et ses déceptions. Cette lecture éclaire également sur les préoccupations des auteurs de la revue au cours des dernières décennies, qui tournent principalement autour de quelques sujets passés en revue brièvement ci-après, correspondant aux principaux thèmes d'activité des services statistiques dans le monde<sup>4</sup> (démographie ; statistiques sociales et économiques ; comptabilité nationale, etc.). Malgré l'arbitraire qu'implique une telle méthode (nous prions tous les nombreux auteurs que nous n'avons pas la place de citer de nous en excuser), nous avons choisi de citer ici quelques auteurs qui ont particulièrement marqué l'histoire de la revue<sup>5</sup>. C'est en effet une caractéristique de cette revue d'avoir des auteurs aussi fidèles

---

<sup>3</sup> Séminaire sur les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré (Rabat, 10-17 octobre 1984) - Rapport des sessions et communications, 2 tomes (584 pages au total), INSEE, Paris, juillet 1985. (Le séminaire était organisé par l'INSEE, l'ORSTOM et la Direction de la statistique du Ministère du Plan du Maroc, et placé sous l'égide de l'AISE -Association internationale des statisticiens d'enquête-)

- Actes du séminaire sur l'adéquation entre la production et la demande de données statistiques dans les pays en développement (« La statistique au service des décideurs », Lomé, 11-17 octobre 1989), 2 tomes (719 pages au total), INSEE, Paris, avril 1990. (Le séminaire était organisé par l'INSEE, l'Office statistique des communautés européennes et la Direction de la statistique du Ministère du Plan et des Mines du Togo, et également placé sous l'égide de l'AISE -Association internationale des statisticiens d'enquête-)

<sup>4</sup> Thèmes qui nous ont servi à classer les articles dans le CD ROM joint à ce numéro.

<sup>5</sup> Les auteurs cités ici sont tirés, sauf exceptions, de la liste des auteurs suivants, sélectionnés en retenant ceux qui ont écrit au moins 5 articles dans la revue depuis sa création (hors notes de lecture). Il s'agit de Philippe

(certains ont écrit depuis 20 ans dans la revue) et aussi prolifiques, à côté de la plupart des auteurs qui ne sont intervenus qu'une seule fois. Regardons ce que ces auteurs ont écrit sur quelques thèmes-clé, en cherchant à citer sur chacun de ces thèmes les travaux qui nous paraissent les plus significatifs de la production de STATECO depuis sa création. Ce faisant le lecteur verra revenir vers lui ce que l'on peut aussi appeler le questionnement post colonial des statisticiens français et francophones de terrain : c'est une des vertus majeures de STATECO de nous présenter humblement et sans fard la pensée de ces acteurs du développement.

La **démographie** a été un premier domaine étudié. Rémy Clairin, administrateur INSEE et Philippe Antoine, chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, ex-ORSTOM), ont promu de nouvelles méthodes d'enquêtes démographiques adaptées aux PED tout en conduisant des analyses sur les tendances démographiques en Afrique (migrations, nuptialité, etc.) et dans les DOM-TOM. Paradoxalement, les questions de recensement de population ont été peu abordées par STATECO depuis ses débuts, bien qu'il s'agisse depuis les Pharaons du socle historique de la statistique officielle. Peut-être faut-il y voir la marque de la rareté des recensements en Afrique, sachant que certains pays du continent n'ont pas mené de recensement depuis plus de vingt ans, ou bien aussi modestie de la coopération menée par l'INSEE dans ce domaine ? L'absence « d'état civil » est bien difficilement surmontable, d'où l'intérêt apporté par STATECO à un investissement sur ce thème.

Les **statistiques sociales** ont été également particulièrement étudiées du fait du développement des enquêtes ménages. Jean Luc Dubois (alors assistant technique) et Jacques Charmes chercheur à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) ont beaucoup écrit sur ce thème particulièrement dans les années 1980, suite au lancement des premières enquêtes budget-consommation (LSMS) à l'initiative de la Banque mondiale. Le premier s'est intéressé à la fois aux techniques de sondage (recherche des unités d'observation, calcul des coefficients d'extrapolation) et d'analyse des résultats d'enquêtes (l'exemple des conditions de logement en Côte d'Ivoire, distribution et composantes des prix des produits vivriers dans ce même pays). Le second a plus particulièrement étudié le secteur non structuré à travers les enquêtes dans le cas de la Tunisie, allant jusqu'à proposer des méthodes d'intégration de ce secteur dans les comptes nationaux. Gérard Ancey, chercheur IRD également, a quant à lui proposé dans le cadre du groupe Amira de mieux prendre en compte dans les enquêtes budget-consommation le fonctionnement des économies rurales, en particulier leur niveau de décision.

Les **statistiques économiques** couvrent des domaines très divers : agriculture ; industrie, commerce ; secteur informel ; commerce extérieur ; finances publiques ; inflation, etc. Compte tenu du poids prépondérant de l'agriculture dans les économies africaines, il est naturel que ce secteur ait suscité beaucoup d'articles consacrés à sa mesure, que ce soit à travers les systèmes généraux d'informations, les méthodes de prévision et d'alerte précoce, les enquêtes agricoles, etc. François Roubaud, chercheur à l'IRD et à DIAL, a quant à lui écrit abondamment sur la mesure du secteur informel à partir des enquêtes 1-2-3 qu'il a conçues et qui ont été mises en œuvre dans de nombreux PED d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Les articles sur ce thème portent en particulier sur les enquêtes réalisées à Yaoundé (programme DIAL/DSCN), puis dans le cadre du projet MADIO à Madagascar et enfin du programme PARSTAT, coordonné par AFRISTAT avec l'appui scientifique de DIAL, dans les 7 capitales de l'UEMOA.

---

Antoine, Michel Blanc, Alain Brilleau, Jacques Charmes, Rémy Clairin, Philippe Couty, Jean-Luc Dubois, Yves Franchet, Gaston Olive, François Roubaud, Jacques Schwartz, Michel Sérurier, André Vanoli et Gérard Winter.

La **comptabilité nationale** a constitué un autre domaine étudié tout au long de la période. André Vanoli, un des pères de la comptabilité nationale française, et Michel Seruzier, qui a théorisé son application dans les PED, sont les principaux auteurs dans ce domaine. Le premier d'entre eux s'est notamment intéressé aux questions d'adaptation du Système de Comptabilité Nationale (SCN) aux pays en développement et plus généralement à la signification de cette discipline dans ces pays, ainsi qu'aux formes d'organisation appropriées des services statistiques dans les PED. Le second s'est posé des questions plus techniques sur les comptes des ménages et des sociétés & quasi sociétés, la prise en compte de l'inflation, le traitement des stocks, le tableau entrées-sorties, l'intégration de l'informel. Autant d'étapes dans la mise au point de son célèbre manuel « Construire les comptes de la nation ». Même s'il demeure à notre avis toujours d'actualité, l'intérêt des auteurs pour ce domaine semble toutefois s'être quelque peu émoussé. Ces dix dernières années ont été consacrées à l'implantation du SCN93 et du logiciel ERETES dans les pays africains ; peut-être ces investissements lourds expliquent-ils le manque d'articles dans le domaine méthodologique comme dans celui des résultats.

Enfin, les questions de **prévision** et de **planification** ont été plus particulièrement étudiées dans les années 1970 avant de revenir sur le devant de la scène dans la période récente suite au lancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui requièrent le retour d'une certaine forme de planification (même si le terme n'est pas employé car considéré trop marqué politiquement). Gaston Olive, administrateur de l'INSEE et Gérard Winter, Chef du service coopération de l'INSEE (et ultérieurement Directeur Général de l'ORSTOM-IRD), ont formulé des propositions novatrices dans ce domaine, en particulier dans l'article (écrit avec François Monier) sur « Mise en place d'instruments nécessaires à l'élaboration d'une politique économique et financière à court terme : le cas du Sénégal » dans le numéro 7 de février 1976 déjà cité. Près de vingt ans plus tard (numéro 79-80 de septembre-décembre 1994), Blaise Leenhardt et Gaston Olive appellent, avec la présentation du modèle Tablo, à l'utilisation de modèles quasi-comptables pour la prévision de court terme. L'article de Marc Raffinot et Rolf Meier dans le présent numéro fait écho à cet appel. Mais toutes les formes de modélisation sont présentes dans STATECO : depuis le modèle MEGA élaboré par Pierre-Alain Muet pour le Gabon (et encore en usage aujourd'hui), jusqu'aux modèles d'équilibre général calculables en faveur desquels la Banque mondiale s'est en son temps beaucoup investie.

Au-delà de ces articles thématiques, STATECO s'est aussi interrogé sur des questions transversales, liées à la **formation**. Gaston Olive, fondateur du CEPEF (Centre de Perfectionnement Economique et Financier), intégré ensuite à l'Institut International d'Administration Publique après qu'il en soit devenu Directeur a eu un rôle particulièrement fécond de création de nouveaux outils de simulation pédagogique, exposés dans plusieurs articles écrits par lui-même ainsi que par des intervenants dans des formations organisées dans le cadre du CEPEF au tournant des années 1970 et 1980. Dans ce même domaine, on relève plusieurs articles d'Yves Franchet et un article d'Edmond Malinvaud sur la formation des statisticiens.

Au carrefour de l'**assistance technique** et de l'**organisation des systèmes statistiques** dans les PED, un numéro spécial de STATECO (N°62) paru en juin 1990 présentait les actes d'un colloque organisé à Luxembourg par EUROSTAT (qui s'appelait à l'époque OSCE) et la Banque mondiale sur le thème du renforcement des systèmes statistiques en Afrique subsaharienne et sur le rôle de la coopération pour contribuer au renforcement de ces systèmes. Le premier article de ce numéro, rédigé par Alan Duncan (université d'Oxford), évoquait « un

constat d'échec quasi-général du développement de ces appareils statistiques, dû aussi bien à l'incohérence d'opérations diverses liées à des projets qu'à l'absence d'une demande interne aux pays ». La création de la revue Inter-Stat est une retombée de ce colloque.

Au cours des années 1990, comme le rappelle Yves Franchet dans son avant-propos, de nombreux statisticiens se sont bercés de l'illusion selon laquelle la démocratisation des pays africains allait susciter une demande pressante de statistiques pour alimenter le débat démocratique et contribuer par là-même au renforcement des appareils statistiques dans ces pays, revenant sur le délabrement provoqué par des années de crise et d'ajustement structurel. Le déclin de la statistique se poursuivant (et la démocratisation annoncée ne se produisant pas véritablement), on a ensuite fondé de nouveaux espoirs depuis le début de cette décennie avec le lancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) lors du Sommet des Nations Unies de New York en septembre 2000. L'adoption de ces objectifs et des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté accroît en effet les besoins de diagnostic sur les différentes formes de la pauvreté mais aussi de suivi et évaluation des politiques menées en vue d'atteindre ces objectifs. Ici encore, ces espoirs semblent relativement déçus pour l'instant, même si la multiplication des enquêtes menées à l'instigation des bailleurs de fonds peut donner l'illusion d'un progrès.

En fait, le diagnostic établi par STATECO en 1990 et rappelé ci-dessus nous semble malheureusement toujours valable et nous interpelle sur le rôle de la coopération technique. Plus généralement, il est frappant de constater, à travers ce retour dans le temps sur plus de trois décennies, à quel point de nombreux anciens articles de STATECO gardent à notre avis leur pertinence et utilité, tant sur les questions méthodologiques (comment intégrer le secteur informel dans la comptabilité nationale ? la place nécessaire de la pluridisciplinarité dans la statistique du développement) qu'institutionnelles (en particulier les défaillances des appareils statistiques, l'incohérence des bailleurs de fonds, etc.). Loin de nous l'idée d'écrire qu'« en Afrique rien ne change » mais force est de reconnaître que de nombreux problèmes identifiés depuis longtemps ne sont toujours pas résolus, ni même en voie de résolution.

\*

\*      \*

Compte tenu de cette mission historique remplie par STATECO depuis l'origine, et de l'ampleur persistante des besoins dans ce domaine, il était naturel que ce numéro anniversaire soit consacré à la coopération économique et statistique avec l'Afrique, ce qui fournit également l'opportunité de revisiter à travers ce prisme les différentes thématiques étudiées traditionnellement par STATECO (cf. ci-dessus), comme le font plusieurs articles de ce numéro.

Nous avons cherché à rassembler ici des auteurs venant de différents horizons<sup>6</sup> afin d'apporter des éclairages différents dans le but de présenter un panorama de la coopération aujourd'hui, sans complaisance mais en mettant en évidence les succès rencontrés. Plus précisément, dans un contexte en évolution rapide marqué par l'affaiblissement des capacités en Afrique, la modification des priorités des bailleurs (l'Afrique a reculé parmi les priorités), le caractère de plus en plus multilatéral de la coopération statistique (voir l'émergence d'AFRISTAT et en

---

<sup>6</sup> Nous n'avons pas sollicité d'acteurs dans les organisations internationales du système des Nations Unies (Banque mondiale, FMI, PNUD.) ni d'EUROSTAT; la présentation de leurs activités de coopération économique et statistique est évoquée rapidement dans l'article sur PARIS21, aller au-delà aurait alourdi excessivement la taille du numéro.

contrepartie l'effacement des actions directes de l'INSEE depuis les années 1990, puis la création de PARIS21), se posent de nouvelles questions : qui sont les acteurs de cette coopération ? Quelles sont les tendances, les nouveaux besoins, les nouvelles méthodes ? Qu'a-t-il été fait de significatif au cours des dernières années et quels enseignements en tirer ?

Sur toutes ces questions, les articles présentés dans ce numéro permettent d'avancer la réflexion, sans pour autant prétendre apporter de réponses tranchées. Si les auteurs appartiennent tous à des institutions internationales ou nationales qui sont des acteurs de cette coopération, ils exercent leurs activités selon des modalités très diverses, celles-ci touchant selon le cas à la recherche, à la formation ou à l'expertise de terrain. Un seul regret demeure à l'issue du montage de ce numéro : la faible présence des auteurs africains, malgré nos sollicitations.

Dans les premiers articles de ce numéro, nous présentons quelques « success stories » de la coopération. Il se dégage de ces articles l'image d'une évolution rapide du panorama institutionnel et d'un changement radical des acteurs de la coopération en Afrique en quelques années. Si on excepte le CESD-Paris, aucune des organisations présentées ici, qui sont toutes des acteurs importants de la coopération, n'a atteint l'âge de sa majorité!

**Martin Balepa et Gérard Osbert** dressent un premier bilan des dix premières années de fonctionnement d'AFRISTAT et décrivent son programme stratégique pour les années 2006-2010. Cette organisation de coopération statistique au schéma original, où se mêlent coopération Nord/Sud d'une part et Sud/Sud d'autre part, s'est imposée avec succès sur la scène statistique francophone. Le fait qu'il ait bénéficié d'un financement innovant (via un fonds pluriannuel) le mettant à l'abri des humeurs des bailleurs et lui permettant de travailler dans la durée explique sans doute aussi sa réussite. Bien sûr, cette organisation internationale ne peut à elle seule pallier toutes les déficiences des instituts nationaux de statistique sur lesquelles revient Philippe Pommier dans un article présenté ci-après. Mais, en aidant à cibler les priorités dans le cadre du Programme Statistique Minimum Commun établi à son initiative et en appuyant les INS à atteindre ces priorités, AFRISTAT a contribué à ce que les statistiques de base soient au moins élaborées et diffusées dans des délais raisonnables par la plupart des Etats-membres. Souhaitons que les cinq volets du PSTA 2006-2010 (Programme Stratégique de Travail d'AFRISTAT 2006-2010) détaillés par nos auteurs rencontrent la même réussite dans leur rôle de fil conducteur des Etats membres.

La communication de **Jean Pierre Behmoiras** concerne également AFRISTAT mais se situe sur un autre plan que le programme de travail stratégique et ne cherche pas l'exhaustivité : elle délivre les thèmes majeurs que cet ancien responsable des relations internationales à l'INSEE, par ailleurs à l'origine de la création d'AFRISTAT, tient à mettre en avant et à privilégier. Pour lui deux domaines méritent qu'on s'y intéresse particulièrement, et tout de suite. Le premier c'est celui de la diffusion et de la mise à disposition de l'information statistique. Il y voit la cause de la notoriété de l'INSEE en France. Il invite AFRISTAT à aider les INS dans ce domaine. Le deuxième c'est la formation permanente et le recyclage des statisticiens dont les capacités sont l'essentiel du capital des institutions statistiques. Il voit là le moyen d'envoyer rapidement aux cadres actuellement en activité un signal positif et d'aider à leur fidélisation institutionnelle.

Pour nous faire le bilan et détailler les perspectives de **PARIS21** la rédaction de STATECO a opté pour l'interview du secrétaire du consortium, **Antoine Simonpietri**. Celui-ci nous présente donc, dans son parler imagé, ce groupe de pression interinstitutionnel alliant statisticiens du Nord et du Sud, responsables politiques des pays en développement et

baillleurs de fonds, qu'il dirige depuis 2002. Ce « facilitateur », qui veut changer la perception de la statistiques tant des responsables des pays en développement que des institutions multilatérales, s'appuie sur les « SNDS » (Stratégies Nationales pour le Développement de la Statistique) pour « mettre de l'ordre » et une cohérence de bon aloi dans la cacophonie des projets statistiques des uns et des autres et sortir la statistique des pays en développement du cercle vicieux où elle est enfermée. PARIS21 c'est beaucoup de bon sens et une conception très « moderne » du développement avec la statistique en son centre au même titre que la santé et l'éducation. Pour définir des politiques puis mesurer leurs impacts pour mieux les adapter il faut des statistiques fiables et rapides. Pour des statistiques fiables et rapides il faut de l'argent (d'origine tant interne qu'externe) et des statisticiens bien formés. Tel est le message convaincant que PARIS21 entend marteler pour le plus grand bien de la statistique et des statisticiens !

**Jean-Pierre Cling et François Roubaud** conduisent une analyse détaillée des travaux menés à DIAL dans le cadre de quatre programmes de coopération successifs mis en place depuis 1991. Cette monumentale rétrospective d'une des structures institutionnelles les plus innovantes de la coopération (mêlant au sein d'un laboratoire de recherche des statisticiens de l'INSEE, des chercheurs de l'IRD, auxquels s'ajoutent depuis peu des experts de l'AFD) aborde bien des thèmes fondamentaux de l'économie du développement la plus moderne, depuis la liaison croissance pauvreté et inégalité et la lutte contre la pauvreté (où DIAL a précédé la mode), à l'évaluation de l'économie informelle via la mise au point d'enquêtes spécifiques (les enquêtes 1-2-3), puis leur industrialisation avec les travaux menés simultanément dans les 7 capitales de l'UEMOA, en passant par le projet Madio à Madagascar<sup>7</sup>. Tout autant que les études qui ont été conduites, c'est ce mélange intime de recherche académique, d'expertise et de terrain, de coopération et enfin de mise au point de méthodes qui fait l'originalité du travail de DIAL.

**Xavier Charoy et Lamine Diop** nous racontent l'histoire longue du CESD, et les formes souples mais efficaces qu'ont su trouver les statisticiens français pour assurer la formation effective des statisticiens économistes des pays francophones dans le cadre post colonial des indépendances, tout en prévoyant dès le départ l'africanisation des formations statistiques, africanisation qu'ils ont menée à bien. Il y a dans ce parcours historique une certaine grandeur et dans le décompte précis des résultats auxquels ils se livrent (410 Ingénieurs statisticiens économistes et 221 Ingénieurs de travaux statistiques formés au CESD à Paris entre 1962 et 1994) une humilité et une transparence de bon aloi. Malgré le succès historique du CESD, l'association a été une victime collatérale de la crise d'EUROSTAT intervenue en 2003. Suite à cette crise, l'INSEE a décidé de rompre tout lien avec des associations et de prendre directement en charge l'organisation du concours commun des écoles africaines de statistique. Le CESD se voit aujourd'hui contraint de trouver une nouvelle raison d'être ou bien de disparaître.

---

<sup>7</sup> Avec Madio, projet quasi militant, mettant l'information statistique au cœur du débat démocratique à Madagascar, on touche à notre avis à une des formes les plus exemplaires de la « recherche action » en matière de statistiques pour le développement.

**Michel Boeda, Catherine Meunier et Michel Péronnet** nous présentent le CEFIL, qui constitue la quatrième et dernière forme d'implication de l'INSEE en Afrique sub-saharienne (après l'envoi d'assistants techniques à AFRISTAT, l'appui à DIAL et l'organisation du concours commun aux écoles africaines de statistique). Contrairement aux formations initiales de type universitaire assurées par les écoles de statistiques et l'ENSAE ou l'ENSAI en France, le CEFIL assure la formation permanente en matière de statistique : cette formation professionnelle par des professionnels prend la forme de séminaires, à destination, en France, des professionnels de l'INSEE et, à l'international, des statisticiens des pays en transition, des nouveaux adhérents à l'UE et bien sur des PED. Les auteurs nous détaillent l'offre du CEFIL concernant ces derniers : du « sur-mesure » qui a plus d'un titre incitera les lecteurs à se porter candidat à l'une de ses formations.

**Jacques Charmes**, acteur majeur de ce groupe, nous livre enfin ses réflexions sur « l'héritage d'AMIRA », groupe pluridisciplinaire de recherche et de coopération avec l'Afrique déjà mentionné. Loin de se contenter d'une approche purement rétrospective, cet article tente de faire le lien entre les travaux d'AMIRA et les problématiques actuelles du développement et de la lutte contre la pauvreté. Le débat mené par AMIRA sur le concept de ménages et son utilisation « faute de mieux » dans les enquêtes en Afrique sub-saharienne (où les familles étendues sont dominantes) est maintenant intégré et assimilé sans l'illusion méthodologique quelque peu naïve des débuts de la statistique post coloniale. Plus généralement, l'article montre que les progrès réalisés dans la mesure de la pauvreté, et plus généralement dans la méthodologie des enquêtes, ont une dette envers AMIRA. Cet article assure ainsi une transition naturelle vers les articles suivants de ce numéro, qui s'interrogent sur les problématiques actuelles de la coopération économique et statistique avec l'Afrique.

Les articles suivants se posent des questions plus spécifiques sur les nouvelles formes et les nouveaux outils de la coopération, en liaison avec la fixation de nouveaux objectifs dans le cadre des OMD et des DSRP et la définition de nouvelles modalités de l'aide au développement (en particulier accent sur l'aide budgétaire et sur la réforme des finances publiques). Malgré cette évolution, les besoins de base (comptes nationaux par exemple) ne sont toujours pas satisfaits et gardent donc la même acuité. En ce qui concerne les outils on notera le penchant affirmé de nos auteurs vers des instruments éprouvés et simples et leur crainte d'une sophistication mal gérée et peu accordée à l'état réel des statistiques.

**Philippe Pommier**, qui a assuré ces dernières années au Ministère des Affaires Etrangères la gestion des moyens de la Coopération française dans le domaine de la statistique, développe ici une analyse que beaucoup partageront sur la situation très préoccupante des INS et sur la nécessité d'adopter une stratégie nouvelle visant à développer et fidéliser une demande solvable. Fini le temps du discours idéologique traditionnel des statisticiens sur l'universalité des besoins d'information statistique et leurs financement budgétaire automatique ! Les responsables des INS ont perdu le soutien des demandeurs d'information dans la négociation des budgets. Philippe Pommier prône la création d'un « pseudo-marché » rassemblant tout à la fois les utilisateurs et les producteurs d'information statistique, mais aussi les responsables politiques et budgétaires pour faire émerger une demande solvable qu'il s'agit ensuite de satisfaire, via des programmes de production et d'investissement du « système productif structuré » d'information statistique. Sur un tel pseudo-marché les organismes internationaux et les agences d'aide doivent changer leur pratique, ne plus financer d'opérations de production de statistique, mais se placer financièrement du côté de la demande, en finançant dans le budget de l'Etat une partie des dépenses exécutées une fois les résultats obtenus. Philippe Pommier explicite ici à sa manière un des thèmes majeurs de PARIS21.



**Rolf Meier** et **Marc Raffinot** se livrent à un plaidoyer pour les modèles quasi comptables dont ils trouvent que le fonctionnement reste plus que jamais adapté à la démarche de prévision/simulation et d'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté aujourd'hui en Afrique sub-saharienne. Leur argumentaire part de l'absence effective d'outils opérationnels en Afrique dans l'élaboration et la discussion des divers cadrages macroéconomiques nécessaires à la conduite d'une politique économique de développement. Ils constatent, pour satisfaire ce besoin, une demande importante en faveur de modèles sophistiqués conformes aux derniers développements de la théorie macroéconomique, et s'attachent à montrer que les modèles quasi comptables basés sur les tableaux ressources-emplois sont mieux adaptés pour un travail concret dans un environnement africain. Simple d'élaboration, cohérent avec les méthodes de construction des comptes nationaux, modulaire, facilement aménageable pour prendre en compte l'impact des politiques macroéconomiques sur la pauvreté, ce type de modèle éprouvé et robuste leur semble la solution au problème récurrent de la faible pérennité et de la sous-utilisation des instruments de prévision en Afrique, problème qui, de surcroît, s'avère d'autant plus marqué que les instruments sont plus sophistiqués.

**Thierry Cornaille, Daniel Huart, Claude Joeger, Blaise Leenhardt** et **David Naudet** promeuvent aussi les modèles quasi comptables, mais pour une autre utilisation, l'établissement de comptes rapides. Ils nous présentent l'opération CEROM (Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer), menée de façon inter administrative par l'AFD, l'IEOM/DOM, l'INSEE et les INS de Polynésie Française et de Nouvelle Calédonie dans les DOM et les TOM et consistant, entre autre, à fournir l'année n des comptes provisoires pour n-1 et n-2, sur la base des comptes définitifs établis en n-3 par les comptables nationaux. Importée d'Afrique avec le modèle Tablo de l'AFD, cette « success story » récente de la statistique française dans l'Outre-Mer républicain, peut en retour être de quelque utilité dans le débat africain sur la construction de comptes provisoires en nous montrant que « ça peut marcher », que les comptables peuvent aussi utiliser les instruments des prévisionnistes, et que cela accélère grandement la fourniture des comptes et favorise la discussion sur les politiques économiques.

**Marc Raffinot** et **Boris Samuel** abordent avec les CDMT (Cadre de Dépenses à Moyen Terme) un sujet dans l'air du temps. Pour montrer qu'il s'agit d'un instrument/processus « extrêmement utile » pour combler le vide qui existe entre les politiques de développement, leurs objectifs et leur traduction budgétaire, ils en présentent les grandes lignes et les difficultés d'application puis évaluent les conditions permettant d'améliorer la gestion macro et budgétaire au travers de ce processus fédérateur où doivent converger réforme des finances publiques, arbitrages budgétaires, politiques sectorielles, suivi des résultats et rétroaction du suivi sur la définition des politiques.

**Elias T. Ayuk** et **Mohamed Ali Marouani** se placent quant à eux du côté de la recherche en Afrique. Après avoir rappelé les différents liens envisageables entre recherche et prise de décision publique, et les contributions possibles de la recherche à l'élaboration de politiques (apport d'idées neuves, amélioration de la compréhension des phénomènes complexes, réduction d'incertitude, amélioration des capacités nationales et du débat public), ils étudient les difficiles relations en chercheurs et décideurs, puis entre bailleurs chercheurs et décideurs. Ils détaillent finalement trois institutions dont le mandat explicite consiste à favoriser le renforcement de capacités et le tissage de liens entre réflexion et prise de décision (ACBF, AERC et SISERA) pour conclure sur l'opportunité d'un système d'incitations issu d'une concertation entre bailleurs nationaux et internationaux permettant aux centres de recherche africains de retenir leurs meilleurs éléments et de ne pas se réduire à des structures de

formation de consultants de haut niveau pour qui la recherche n'est qu'une carte de visite permettant d'obtenir de meilleurs contrats

Notre dossier se termine par un plaidoyer de **Jean Marie Cour** pour ce qu'il appelle un nouveau paradigme de l'Aide, et qui consiste à placer la dynamique démographique au cœur du développement. Si l'importance du problème démographique est admis depuis fort longtemps, ce « grand redresseur de comptes » (auquel on doit dans les années 1990 la dénonciation des sous évaluations massives des comptes nationaux de certains pays dues à la non prise en compte de l'activité et de l'investissement urbain informels), montre que paradoxalement des variables démographiques essentielles sont bien peu renseignées dans les bases de données mondiales, et que la dynamique du peuplement est bien peu présente dans les préoccupations actuelles du nouveau millénaire. Un autre cadre conceptuel est pour lui depuis longtemps concevable, le cadre démo-économique et spatial, dont les lignes directrices sont à la source du modèle éponyme que l'auteur incite à étudier afin que chacun resitue le facteur « peuplement » dans le cadre de son travail et de son action pour le développement.

Hors Dossier Central un article de **Jean Raphaël Chaponnière** sur « Les échanges entre la Chine et l'Afrique » nous ramène à la statistique descriptive et éclaire l'impact de la soudaine renaissance chinoise sur le commerce mondial et africain. Un des intérêts de l'article de ce spécialiste du commerce international est la manière dont il utilise les diverses sources dans le domaine pour nous fournir des informations longues et actualisées. Dont il ressort que dès 2005, à l'origine de près de 10% des importations du continent, la Chine est le premier fournisseur de l'Afrique sub-saharienne devant (dans l'ordre) l'Union Sud Africaine, l'Allemagne et la France. On y apprend incidemment via ce détour en Chine que l'Allemagne aussi vient de doubler la France sur le marché de l'Afrique sub-saharienne.

Deuxième article hors dossier, celui de **Jean-François Brun, Bernard Chambas** et **Jean-Louis Combes** traite des recettes publiques dans les PED, des divers pièges techniques associés à leur évaluation de façon comparable entre les Etats et de l'effort fiscal des Etats. On est frappé par la grande stabilité depuis 20 ans des résultats auxquels ils arrivent (20 % du PIB, quels que soient les regroupements géographiques, sauf les pays les moins avancés et à faible revenu, 17-18 %). Par contre en terme d'instabilité les auteurs mettent bien en avant la particularité de l'Afrique, plus affectée que les autres régions. En ce qui concerne l'effort fiscal des pays, une fois contrôlé des éléments structurels (niveau de développement, ouverture commerciale, poids de l'agriculture, des mines ou du pétrole) ils montrent l'effort positif des pays africains dans les années 1985-2000 (et donc la difficulté à mobiliser des ressources publiques supplémentaires), et son épuisement sur la période récente, caractéristique selon les auteurs de ressources publiques sous exploitées.

Ce numéro se clôt par la présentation par **Daniel Verger** d'un numéro spécial de la revue Economie et Statistique, consacré aux approches de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales. Ce numéro cherche, en s'appuyant sur des méthodologies similaires, à fournir des images comparées de la pauvreté dans plusieurs pays de niveau de développement très différent, situés pour certains dans l'Union européenne (Espagne, France, Portugal, Royaume-Uni) des nouveaux membres (Pologne) ou accédants (Roumanie) auxquels s'ajoutent plusieurs pays en développement (Brésil, Madagascar) et la Russie. Ce numéro poursuit une démarche engagée par la revue Economie et Statistique en 1997 avec la publication d'un premier numéro spécial consacré à la pauvreté, dont il approfondit les méthodologies présentées à l'époque, tout en les appliquant de manière comparative à un grand nombre de pays.

Le **CD-Rom** inclus dans ce numéro contient tous les articles de tous les numéros parus depuis la création de STATECO (soit 1 à 100). Il est d'usage facile, grâce à une indexation basée sur celle établie par le numéro 94 de 1999 qui classait tous les numéros de 1 à 93. Le numéro 94 considérait d'ailleurs que le prochain chantier consisterait en la réalisation de ce CD-Rom pour améliorer l'accès aux numéros déjà parus. Ce vœu est ainsi exaucé aujourd'hui grâce à l'initiative d'Antoine Simonpiétri, manager de PARIS21 et à l'enthousiasme de Samuel Blazyk, senior officer dans cet organisme. L'utilisateur peut ainsi très facilement consulter ces articles à partir de l'utilisation de trois critères possibles : chronologique (numéro) ; nom de l'auteur ; thème de l'article (regroupés selon une typologie comprenant 12 catégories).

Nous ne pouvons terminer cet éditorial sans rendre hommage aux rédacteurs en chef qui ont porté cette revue depuis l'origine, à savoir : André Ficatier, Yves Franchet, Gérard Winter, Pierre Martel, Michel Blanc, Philippe Brion, Christophe Lefranc et la troïka actuelle, à savoir Blaise Leenhardt, Gérard Osbert et Pierre Verdier. Le comité de rédaction, constitué des trois rédacteurs en chef et de Jean-Pierre Cling, Jean-David Naudet et François Roubaud, joue également un rôle indispensable pour l'animation de la revue, ainsi que tous ceux qui ont accepté de jouer le rôle ingrat de référents anonymes pour ce numéro et pour les précédents, que nous remercions tout particulièrement.